

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 18/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMPTOIR AGRICOLE Erstein

35 ROUTE DE STRASBOURG

67270 HOCHFELDEN

Code AIOT : 0006700496

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement COMPTOIR AGRICOLE Erstein implanté 9 rue Georges BESSE - 67150 Erstein. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est motivée par des plaintes de voisinage dénonçant des nuisances sonores et de poussières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPTOIR AGRICOLE Erstein
- 9 rue Georges BESSE - 67150 Erstein
- Code AIOT : 0006700496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COMPTOIR AGRICOLE est spécialisée dans la collecte, le séchage, le stockage et le conditionnement de céréales sur la commune d'Erstein.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 26/09/1986, article 17	Amende	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement	AP Complémentaire du 01/02/2023, article 1.1	Maintien de la mise en demeure, respect de prescription

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le contexte de plaintes réitérées du voisinage incommodé, des prescriptions ont été prises en vue de limiter les émissions sonores et l'envol de poussières et de follicules .

L'inspection estime que le contrôle inopiné de mesures acoustiques n'était pas représentatif du bruit émis par le site lors du fonctionnement des deux sécheurs, il est décidé de reprogrammer un nouveau et second contrôle inopiné dans le mois en cours, lorsque la récolte du maïs aura vraiment démarré et que les conditions seront réunies pour un démarrage du séchoir SATIG (maïs).

Concernant l'envol de poussières et de follicules, les constats constituent une non-conformité aux dispositions de l'article 17 (Prévention de la pollution atmosphérique) de l'arrêté préfectoral du 26/09/1986, mais aussi le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/02/2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/02/2023, article 1.1	
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux sonores maximaux admissibles en limite de l'établissement	
Prescription contrôlée :	
« Les dispositions de l'article 57 de l'arrêté préfectoral susvisé du 26/09/1986 sont abrogées et remplacées par les suivantes :	
« En limite de l'établissement les niveaux acoustiques maximaux admissibles sont ceux du tableau suivant :	
<i>Période de jour (*)</i>	65
<i>Périodes intermédiaires</i>	60
<i>Période de nuit</i>	55
(*)	
- période de jour, pour les jours ouvrables : 7 heures à 20 heures ;	
- périodes intermédiaires, pour les jours ouvrables : 6 heures à 7 heures, 20 heures à 22 heures.	
Pour les dimanches et les jours fériés : 6 heures à 22 heures ;	
- période de nuit, pour tous les jours : 22 heures à 6 heures. » »	
Constats :	
Lors d'un précédent contrôle le 28/11/2023, l'inspection avait conclu que les non-conformités persistent sur les émissions sonores du site.	
L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 19/01/2024 de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/02/2023.	
En réponse, par lettre datée du 19/06/2024, l'exploitant a porté à la connaissance de la préfète les actions correctrices déjà entreprises et les démarches engagées.	
Par courriel daté du 22/08/2024, l'inspection a demandé à l'exploitant à disposer des différents rapports et études cités dans la lettre du 19/06/2024, ainsi que les attestations de travaux programmés en inter-campagne 2024.	
En réponse, par courriel daté du 16/09/2024, l'exploitant indique en résumé que son plan d'action	

a évolué et que les travaux prévus dans la période intermédiaire 2023-2024 n'ont finalement pas été réalisés. En outre, l'exploitant conclut :

« (...) Le plan d'action modifié et complété des autres mesures de traitement acoustique retenues sera transmis au préfet ainsi qu'à vos services dans les prochains jours. (...) ».

A date, ni le préfet, ni l'inspection n'ont été destinataires du plan d'action modifié et annoncé par l'exploitant.

Considérant, que l'absence du plan d'action modifié et surtout considérant les plaintes régulières de voisinage dénonçant des nuisances de pollutions atmosphériques et sonores, l'inspection a mandaté un organisme de mesures acoustiques pour intervenir sur site, dans le cadre d'un contrôle inopiné à l'initiative de l'inspection ainsi que le prévoient les dispositions du code de l'environnement, livre V, titre 1^{er}.

Aussi, un contrôle inopiné de mesures acoustiques se tient en même temps que le contrôle de l'inspection.

Les mesures sont réalisées en période diurne (entre 7 h et 20 h) et en période dite « intermédiaire » (entre 20 h et 22 h). Les mesures sont réalisées aux localisations suivantes :

- En limite de propriété :
 - LIM 1 : Limite de propriété Nord-Est, à proximité du séchoir ROULIN (tournesol) ;
 - LIM 2 : Limite de propriété Nord-Est, à proximité du séchoir SATIG (maïs) ;
 - LIM 3 : Limite de propriété Sud ;
- ZER : Sur la terrasse des plaignants.

Lors du contrôle du 10/10/2024, seul le séchoir ROULIN (tournesol) fonctionne.

L'exploitant signale que la récolte de maïs démarre timidement et que pour l'instant environ 400 tonnes ont été réceptionnées sur site. Pour une question de rentabilité économique du « Goupe CA », la quantité de maïs ne permet pas de démarrer le séchoir SATIG (maïs). De ce fait, le maïs est transféré sur le site de Marckolsheim, pour y être séché.

Lors du contrôle, un chargement de semi-remorque et trois déchargements de remorques agricoles ont été opérés.

L'inspection estime que le contrôle inopiné de mesures acoustiques n'étant pas représentatif du bruit émis par le site lors du fonctionnement des deux sécheurs, il est décidé de reprogrammer un nouveau et second contrôle inopiné dans le mois en cours, lorsque la récolte du maïs aura vraiment démarré et que les conditions soient réunies pour un démarrage du séchoir SATIG (maïs). L'inspection confirme que le contrôle de mesures acoustiques devra obligatoirement être réalisé dans les conditions les plus défavorables en matière d'émission de source sonore émises par le site.

L'organisme de mesures acoustiques proposera rapidement à l'exploitant, un second devis pour un nouveau contrôle inopiné de mesures acoustiques sur le site.

Post-visite, par courriel du 11/10/2024, l'organisme de mesures acoustiques a fourni à l'exploitant, le second devis.

L'organisme de mesures acoustiques avisera les plaignants, afin de les prévenir en amont pour l'installation d'un mat de mesure sur leur terrain.

En conclusion, un deuxième contrôle de mesures acoustiques sur le site sera programmé dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu de la part de l'exploitant, qu'il valide les bons de commande.

Type de suites proposées : Maintien de la mise en demeure, respect de prescription

Proposition de suites : Sans objet à ce stade

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/09/1986, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Prescription contrôlée : « Il sera interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites. »
Constats : Lors des précédentes visites de contrôles de l'inspection en dates du 18/01/2023 et du 06/02/2023, l'inspection avait constaté des émissions importantes de poussières et de follicules, pouvant gêner les voisinages proches. Une non-conformité aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 26/09/1986 ayant été relevée, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 13/02/2023 de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26/09/1986. Lors du contrôle du 10/10/2024, au niveau du poste de chargement/déchargement de maïs, l'inspection constate des émissions importantes de poussières et de follicules, par les installations. Au niveau du poste de chargement de la semi-remorque, aucun dispositif pour limiter l'envol de poussières et de follicules n'a été mis en place par l'exploitant. En fonction de la direction vent, les poussières et de follicules sont susceptibles de se déposer sur les propriétés voisines, notamment sur les terrasses des riverains. Ces dépôts de poussières constituent une gêne pour les riverains. Les constats constituent une non-conformité aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 26/09/1986, mais aussi le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13/02/2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit trouver rapidement un dispositif permettant de réduire les émissions de poussières et de follicules.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende administrative

ANNEXE 1 : Photos prises lors de la visite du 10/10/2024

constat n°1



constat n°2



constat n°2

